

ENQUÊTE PUBLIQUE

OBJET

Projet de périmètre, de mode d'opération d'aménagement foncier, et de recommandations et prescriptions environnementales dans le cadre du projet de contournement routier nord - ouest de l'agglomération de Vichy (Allier)

Autorité organisatrice : M. le Président du Conseil Départemental de l'Allier, par arrêté n° DVT / 4 - 2023 du 21 mars 2023

Dates de déroulement de l'enquête : du lundi 20 avril 2023 au mercredi 24 mai 2023

Siège de l'enquête : Mairie de Charmeil (Allier)

Communes de déroulement de l'enquête : Charmeil, Saint - Rémy - en - Rollat, Vendat (Allier)

Commissaire - enquêteur : M. Guy DOUSSOT, désigné par décision de Mme la Présidente du Tribunal Administratif de Clermont - Ferrand, en date du 28 février 2023

RAPPORT DU COMMISSAIRE - ENQUÊTEUR

I – CONTEXTE ET OBJET DE L'ENQUÊTE

1) Le projet de contournement routier nord – ouest de l'agglomération de Vichy

Ce projet serait le dernier maillon d'un plan d'amélioration de la desserte de l'agglomération de Vichy, déjà engagé avec la mise en service en 2015 de la liaison autoroutière A 719 Gannat – Vichy, antenne de l'autoroute A 71, et du contournement sud – ouest de cette même agglomération en 2016.

Il comporte deux volets :

- réaménagement de la RD 67 sur 5,5 kms, sur les communes de Charmeil, Saint – Germain des Fossés, et Creuzier – le – Neuf.

- réalisation d'un nouveau tracé de 6,5 kms se développant sur les communes de Charmeil, Saint – Rémy – en – Rollat, Vendat, et Espinasse – Vozelle.

C'est ce dernier volet qui a été soumis à enquête d'utilité publique à la fin de l'année 2022.

Les prélèvements fonciers nécessités par le tracé de cette nouvelle voie impliquent que les propriétaires concernés en reçoivent compensation, sous des formes qu'il convient de déterminer, dans le cadre d'une procédure d'aménagement foncier.

2) La procédure d'aménagement foncier

2.1 – Cadre juridique

L'article L 123 – 4 du Code Rural et de la Pêche Maritime fait obligation au maître d'ouvrage de l'infrastructure linéaire de remédier aux dommages causés en participant financièrement à l'exécution d'opérations d'aménagement foncier mentionnés à l'article L 121 – 1 de ce même Code et aux travaux connexes.

La loi 2005 – 157 du 23 février 2005 a conféré aux Départements la compétence en matière de conduite des procédures d'aménagement foncier rendues nécessaires par la réalisation d'un tel projet.

Dans le cadre de cette compétence, obligation est faite au Conseil Départemental de constituer une commission communale ou intercommunale d'aménagement foncier, laquelle, en application des dispositions des articles 121 – 14 et 123 – 24 du Code Rural, a pouvoir de décision à tous les stades de la procédure.

2.2 – La commission intercommunale d'aménagement foncier

Concrètement, la commission :

- étudie et approuve les différentes phases de l'aménagement foncier : mode, périmètre, travaux connexes ;
- examine les réclamations faites lors des enquêtes publique ou consultations et rend les arbitrages appropriés.

Le tracé projeté pour le contournement routier nord – ouest de l'agglomération de Vichy traverserait les communes de Charmeil, Saint – Rémy – en – Rollat, Vendat, et Espinasse – Vozelle.

En la circonstance, la commission d'aménagement foncier doit donc avoir un caractère intercommunal.

Le Conseil Départemental de l'Allier a, par arrêté de son Président n° DVT / 9 – 2022, en date du 13 décembre 2022, a décidé de la constitution de cette commission intercommunale.

Cette commission s'est réunie le 12 janvier 2023. Elle a :

- opté pour le mode d'aménagement foncier « avec inclusion d'emprise » : l'emprise de la nouvelle voie routière est incluse dans le périmètre d'aménagement foncier avec un prélèvement maximum de 5 % sur toutes les parcelles incluses dans le périmètre. Si la SAFER constitue des réserves foncières, le taux de prélèvement peut diminuer, voire être nul ;
- défini le projet de périmètre de l'aménagement foncier, d'une superficie de 532 hectares sur les communes de Charmeil, Saint – Rémy – en – Rollat, et Vendat, avec une extension de 48 hectares sur la commune d'Espinasse – Vozelle, soit 580 hectares ;
- défini les mesures conservatoires et les travaux soumis à autorisation dans le cadre de l'aménagement foncier ;
- décidé de l'organisation d'une enquête publique sur le mode et le périmètre d'aménagement foncier, conformément aux articles L 121 – 14 et 123 – 24 du Code Rural et de la Pêche Maritime.

C'est cette enquête qui fait l'objet du présent rapport, et des conclusions portant avis du commissaire – enquêteur.

Ce rapport et ses conclusions sont remis au Département de l'Allier, pour communication à la Commission Intercommunale d'Aménagement Foncier, laquelle décidera de la suite à donner à la procédure d'aménagement foncier.

II – LE PROJET D’AMENAGEMENT FONCIER

1) L’étude d’aménagement foncier, volet foncier et environnemental

Le périmètre de la zone d’étude choisi sur la majeure partie du périmètre soumis à déclaration d’utilité publique s’étend sur 2 056 hectares, concerne 2 637 parcelles et 1 344 comptes de propriétés répartis sur les communes de Charmeil, Saint – Rémy – en – Rollat, Vendat, et Espinasse – Vozelle

Seize exploitations agricoles ont été recensées dans la zone d’étude, dix exploitations ont leur siège dans le périmètre d’étude, une exploitation est située à moins de 500 mètres du projet routier, un exploitant sur deux est directement touché par le nouvel ouvrage.

Sur les 1 325 comptes de propriétés, 48 sont impactés par le projet, soit moins de un propriétaire sur 30, 105 parcelles touchées représentent 268 hectares. Sur les 16 exploitants recensés, huit sont réellement impactés.

A ce jour, l’État a acquis plusieurs parcelles sur les communes, représentant une surface de 90 hectares. Le Département en a acquis pour une surface de 14 hectares. Certaines réserves ont déjà été utilisées pour les mesures compensatoires du contournement sud – ouest susvisé, d’autres sont conservées par la SAFER pour le projet de contournement nord – ouest.

Une pré – étude environnementale a été réalisée sur les milieux physiques, du paysage, du milieu naturel et du milieu humain, de laquelle il ressort :

- que l’aire d’étude est entrecoupée par plusieurs cours d’eau, et que des captages d’eau potable existent au nord de l’aire en faisant l’objet ;
- que plusieurs secteurs de vallons sont à préserver ;
- qu’il existe différents zonages à caractère environnemental, et notamment 6 sites Natura 2000 dans un rayon de 10 kms, ainsi que des continuités écologiques d’importance régionale autour du projet.

Le secteur d’étude est bordé sur son côté est par des réservoirs de bio – diversité, des milieux ouverts et boisés, et par des corridors écologiques liés aux cours d’eau.

Il comporte également 250 hectares du bois de Charmeil.

Le projet routier touche des parcelles drainées sur Charmeil et Saint - Rémy – en – Rollat. Les réseaux ainsi impactés devront être rétablis ou si nécessaire remplacés par de nouveaux ouvrages du même type.

La quasi – totalité du réseau viaire sera rétablie, avec cependant des allongements de parcours plus ou moins importants.

Les réseaux d'irrigation ne seront par contre aucunement impactés par le projet

De nombreux chemins de « Petite Randonnée » (P. R.) sont également inclus dans le périmètre. Ils seront assez peu impactés, mais des itinéraires de substitution devront cependant être proposés aux endroits où aucun rétablissement n'est prévu.

2) Les décisions prises la commission intercommunale d'aménagement foncier le 12 janvier 2023

2.1 Le mode d'aménagement foncier

Trois possibilités s'offraient en matière de compensation de l'impact foncier du projet :

- l'acquisition directe amiable ou par voie d'expropriation ;
- l'aménagement foncier avec exclusion d'emprise, qui consiste à procéder à un aménagement foncier avec un périmètre restreint ;
- l'aménagement foncier avec inclusion d'emprise qui consiste à inclure l'emprise de la route dans le périmètre avec un prélèvement maximal de 5 % sur toutes les parcelles incluses dans celui – ci.

Compte tenu de la connaissance des propriétaires et des exploitants du secteur concerné, il est apparu :

- que le nombre d'îlots de propriétés est déjà important sur certains secteurs avant même le passage de la route ;
- qu'il est indispensable d'améliorer la situation des exploitations agricoles qui seront touchées par l'emprise du projet (effets de coupure, morcellement...) ;
- que les propriétaires et exploitants concernés sont plutôt favorables à une restructuration foncière ;
- que des réserves foncières importantes ont déjà été réalisées en vue de ce projet routier afin de réduire le coefficient de prélèvement ;

En raison des différentes solutions exposées ci-dessus, et de la concertation avec les principaux propriétaires et exploitants, il apparaît donc souhaitable que la libération de l'emprise se réalise au moyen d'aménagements fonciers avec partage d'emprise, mode par lequel les agriculteurs pourront retrouver, dans un esprit de solidarité, des exploitations équivalentes (dans la tolérance du prélèvement).

De tels aménagements permettront :

- la libération rapide de l'emprise, indispensable à la concrétisation du projet,
- la répartition de cette surface d'emprise sur un secteur perturbé dans lequel la solidarité permettra à chacun de retrouver des conditions d'exploitation quasi identiques ;

- une réorganisation de la voirie du secteur, tenant compte de l'effet perturbant du projet ;
- la restructuration des propriétés, notamment celles gravement atteintes par l'emprise ;
- un regroupement des parcelles appartenant à un même propriétaire, le morcellement étant important sur certains secteurs de l'étude (remembrement ancien) ;
- une amélioration des exploitations perturbées par la traversée de l'ouvrage ;
- la suppression de parcelles enclavées ;
- un bornage général du secteur ;
- la réfection d'un plan cadastral précis et numérique ;
- la possibilité, pour les propriétaires ne possédant qu'une petite parcelle, de la céder sans frais au moyen d'actes sous seing privé ;
- la possibilité, pour les Communes de créer des réserves foncières, soit par l'apport de surfaces de chemins à supprimer, soit par un prélèvement ;

En ce qui concerne les zones boisées, l'acquisition directe de l'emprise semble le moyen le plus adapté. En effet, l'absence de réserves foncières de nature de culture équivalente compliquera les échanges ;

La commission intercommunale, en sa réunion du 12 janvier 2023, a retenu cette option d'un aménagement foncier avec inclusion d'emprise.

2.2 Le périmètre d'aménagement foncier

La commission intercommunale a retenu un périmètre d'aménagement foncier de 532 hectares sur les communes de Charmeil, Saint – Rémy – en – Rollat, et Vendat, ainsi que la possibilité d'étendre ce périmètre à 48 hectares supplémentaires sur la commune d'Espinasse – Vozelle.

Sur le plan réglementaire, une telle extension, pour être possible, doit être contenue dans une surface représentant au plus 5 % de la surface de chaque commune en extension.

En la circonstance, le territoire ainsi concerné représentant 1 787 hectares, l'extension possible ne peut excéder 89,35 ha.

La commission a donc retenu la possibilité d'une extension du périmètre sur Espinasse – Vozelle, sa superficie de 48 hectares étant largement en – deçà de la limite réglementaire susvisée.

La superficie du périmètre proposé prend en compte l'incertitude subsistant encore sur la surface définitive de l'emprise du tracé routier projeté, mais aussi de la présence de parcelles qualifiées « d'incompressibles » en raison de leur nature : bois, surfaces bâties... sur lesquelles aucun prélèvement ne sera possible.

2.3 Les travaux soumis à autorisation et les mesures conservatoires

La commission intercommunale d'aménagement foncier a décidé d'interdire la destruction de :

- tout espace boisé et tout boisement linéaire ;
- des haies et plantations d'alignement ;
- des vergers et arbres isolés.

Cette interdiction ne concerne pas l'élagage des arbres, le taillage des haies pour les besoins en bois de chauffage des personnels des propriétaires et exploitants agricoles concernés, les coupes rendues nécessaires pour des impératifs de sécurité.

En outre, la commission a décidé que les travaux suivants devront être soumis à autorisation :

- Semis ou plantations de haies et d'arbres, préalables à des travaux d'aménagement ;
- Arrachage ou coupe de haies et d'arbres, qu'ils soient d'essences fruitières comme forestières ;
- Tous travaux de défrichage ou de remise en culture ;
- Création de chemins et de fossés ;
- Installation de clôtures permanentes ;
- Création ou suppression d'abreuvoirs, de mares, de sources, de drainage, de puits ;
- Edification de toute construction (sauf sur les terrains visés aux articles L 123 – 2 et L 123 – 3 – 4° du Code Rural).

Ces mesures seront formalisées par un arrêté de M. le Président du Conseil Départemental.

Tout projet de mutation de propriété entre vifs sera porté à la connaissance de la Commission.

III– MODALITES D’ORGANISATION ET PUBLICITE DE L’ENQUÊTE

Dates de déroulement

Du lundi 20 avril 2023 au mercredi 24 mai 2023 inclus.

Composition du dossier d’enquête

Ce dossier a été déposé dans chacune des trois communes de Charmeil, Saint – Rémy – en – Rollat, Vendat :

- Copie du procès – verbal de la commission intercommunale du 12 janvier 2023
- Plans faisant apparaître le périmètre projeté et le mode d’aménagement envisagé
- Etude d’aménagement visée à l’article L 121 – 1 du Code Rural et de la Pêche Maritime
- Informations portées à la connaissance du Président du Conseil Départemental de l’Allier par Mme la Préfète de l’Allier en vue de la réalisation de cette étude, conformément à l’article L 121 – 13 du Code Rural et de la Pêche Maritime
- Registre destiné à recevoir les réclamations et observations des propriétaires et autres personnes intéressées.

Publicité de l’enquête

Un avis au public annonçant l’ouverture de l’enquête a été :

- *Affiché du 27 mars au 24 mai 2023* sur les panneaux appropriés des mairies de Charmeil, Saint – Rémy – en – Rollat, et Vendat
- *Publié dans les journaux locaux :*
 - « La Montagne » les 5 avril et 27 avril 2023
 - « La Semaine de l’Allier » les 6 avril et 27 avril 2023
- *Affiché en format A 2* en 12 points répartis le long de plusieurs voies publiques des communes concernées.

Tous les propriétaires de parcelles incluses dans le périmètre d’aménagement foncier ont reçu de M. le Président du Conseil Départemental de l’Allier, une lettre

recommandée les informant de l'ouverture de l'enquête et des modalités de déroulement de celle – ci.

Modalités de consultation du dossier par le public

- **Versions imprimées :**

A la mairie de Charmeil, aux heures d'ouverture au public, soit :

- Les lundi, mardi, jeudi, vendredi, de 10 h à 12 H ; le mercredi de 14 H à 17 H

A la mairie de Saint – Rémy - en – Rollat aux heures d'ouverture au public, soit :

- Du lundi au vendredi de 14 H à 18 H

A la mairie de Vendat, aux heures d'ouverture au public, soit :

- Du lundi au vendredi de 9 H à 12 H

- **Version numérisée :**

Sur le site Internet du Département de l'Allier www.allier.fr > Enquête publique

Pendant toute la durée de l'enquête, un poste informatique a été mis à disposition du public au siège du Département de l'Allier du lundi au vendredi, de 9 H à 12 H et de 14 H à 17 H, pour permettre la consultation du dossier.

Modalités d'expression du public

- Sur registres ouverts en les mairies de Charmeil, Saint – Rémy – en – Rollat, Vendat, aux heures d'ouverture au public susvisées ;

- Par courrier postal au commissaire – enquêteur à l'adresse de la mairie de Charmeil, siège de l'enquête ;

- Par courrier électronique à l'adresse : enquetemp-afafe-CNO@allier.fr ;

Par rencontre directe avec le commissaire enquêteur lors de ses permanences aux lieux, jours, et heures suivants :

- o jeudi 20 avril 2023 de 10 H à 12 h – Mairie de Charmeil ;
- o Jeudi 27 avril 2023 de 9 H à 12 H – Mairie de Vendat ;
- o Jeudi 27 avril 2023 de 14 H à 18 H - Mairie de Saint – Rémy – en – Rollat
- o Mardi 9 mai 2023 de 9 H à 12 H – Mairie de Vendat

- Mardi 9 mai 2023 de 14 H à 18 H – Mairie de Saint – Rémy – en – Rollat
- Mercredi 24 mai 2023 de 14 H à 17 H – Mairie de Charmeil

IV – CONTEXTE DU DEROULEMENT DE L'ENQUÊTE

Le Département de l'Allier a décidé de la création de la commission intercommunale d'aménagement foncier le 6 décembre 2022, alors même que se déroulait, à la même époque, jusqu'au 6 janvier 2023, l'enquête publique relative à l'utilité publique du projet de contournement nord – ouest de l'agglomération de Vichy.

La commission s'est réunie le 12 janvier 2023 et a décidé du principe de l'engagement de l'enquête publique sur l'aménagement foncier, bien que le rapport et les conclusions de la commission d'enquête d'utilité publique n'étaient pas encore connues.

Il s'est avéré que ces conclusions, rendues le 6 février, ont porté avis défavorable de la dite commission.

Elles venaient tout juste d'être rendues publiques lorsque j'ai rencontré, en compagnie Mme Marie – Hélène DEVAUD, présidente de la commission intercommunale, le 9 mars 2023 (rencontre programmée avant la dite publication), Mme Marie – Dominique LARDENOIS, fonctionnaire chargée des opérations d'aménagement foncier au sein du service agriculture, forêt, et aménagement rural, du Département de l'Allier, afin de définir les modalités d'organisation de l'enquête d'aménagement foncier.

Dès lors, nous nous sommes interrogés sur l'opportunité de procéder à cette enquête, tant que la décision de Mme la Préfète de l'Allier de prononcer ou non l'utilité publique du projet n'était pas intervenue.

Il était ressorti de cette réunion :

- qu'une concertation en ce sens entre le Département, les services de l'État(DREAL, maître d'ouvrage du projet, Préfecture de l'Allier), et la Région Auvergne Rhône – Alpes, apparaissait nécessaire préalablement à tout engagement de l'enquête d'aménagement foncier ;

- l'utilité, néanmoins, pour le cas où ressorte de cette concertation un avis favorable, de prévoir dès à présent le calendrier et les modalités d'organisation de celle - ci, ce qui a été fait au cours de cette réunion.

Quelques jours après, les services du Département m'ont confirmé que les élus, après la concertation évoquée ci – dessus, jugeaient opportun d'engager l'enquête publique relative au périmètre de l'aménagement foncier.

Ils ont considéré que sa tenue dans les meilleurs délais permettrait d'avancer d'autant plus rapidement dans la procédure de réalisation de celui – ci, pour le cas où l'utilité publique du projet soit déclarée, et sa réalisation engagée.

Et cela sans pour autant préjuger de cette éventuelle déclaration, l'enquête d'aménagement foncier ne pouvant en tout état de cause avoir pour but la remise en débat de l'utilité publique du projet de contournement nord – ouest de Vichy.

L'enquête a donc bien été tenue aux dates prévues, après les formalités de publicité préalable réglementaires, toutes dispositions rappelées au paragraphe III ci – dessus.

Bien que son objet soit très clairement délimité, la tenue de cette enquête a néanmoins suscité des incompréhensions.

Ainsi, un petit groupe de personnes déclarant s'opposer à la reconnaissance de l'utilité publique du projet, et donc à sa réalisation, s'est présenté à la première de mes permanences, tenue le 20 avril, jour de l'ouverture de l'enquête, à la mairie de Charmeil, siège de l'enquête.

Pour ces personnes, l'enquête est prématurée et préjuge d'une décision sur l'utilité publique du projet, non encore prise : elle est donc considérée comme inopportune, voire illégale.

Elles ont en même temps déclaré vouloir mettre à profit cette même enquête sur le périmètre et le mode d'aménagement foncier, pour réaffirmer leur contestation de l'utilité publique du projet et leur opposition pure et simple à la réalisation de celui – ci.

J'ai tenu à leur affirmer :

- que la présente enquête portait exclusivement sur l'aménagement foncier nécessaire en cas de réalisation du projet de contournement nord – ouest de Vichy ;

- qu'elle ne préjugerait aucunement d'une telle réalisation, mais qu'elle permettait, pour le cas où cette réalisation doit intervenir, de gagner du temps sur la procédure, complexe et longue, de cet aménagement foncier ;

- que dès lors, tout en réaffirmant que l'expression était libre dans le cadre d'une enquête publique, toute contribution dont l'objet serait étranger à l'objet de l'enquête ne pourrait être prise en compte par la commission intercommunale.

Malgré cela, ces personnes se sont présentées à toutes les permanences organisées dans le cadre de l'enquête, persistant, pour ne pas dire s'obstinant, dans leur volonté d'instrumentaliser l'enquête publique sur l'aménagement foncier pour exprimer leur opposition au projet.

Certaines d'entre elles ont multiplié sur les registres d'enquête mis à disposition du public dans les communes, les dépositions défavorables au projet, voire tenté de faire prendre position à M. ROBIN et à moi – même sur son utilité publique.

Il nous a fallu à plusieurs reprises rappeler, courtoisement mais fermement, que telle n'était pas notre mission, et que les permanences au public sur le périmètre de l'aménagement foncier ne pouvaient être le théâtre d'un forum de discussion sur cette utilité publique, de surcroît impliquant le commissaire – enquêteur et le géomètre l'assistant dans sa mission.

Cela dit, l'enquête sur le périmètre d'aménagement foncier a effectivement mobilisé des personnes venant pour son objet réel.

C'est donc l'ensemble des contributions déposées qui fait l'objet du paragraphe suivant du présent rapport.

V - LES CONTRIBUTIONS DU PUBLIC

Compte – tenu des éléments ci – dessus, je les ai classées en trois catégories :

- Celles ne portant pas sur l'objet de l'enquête ;
- Celles contestant l'opportunité, voire la légalité de la tenue de celle – ci tant que l'utilité publique du projet n'était pas prononcée ;
- Celles portant effectivement sur l'objet de l'enquête, et dont l'appréciation de la pertinence relèvera de la commission intercommunale de l'aménagement foncier. Certaines ont fait l'objet de dépositions sur les registres mis à disposition dans les mairies, d'autres résultent de la formalisation d'entretiens oraux entre les déposants d'une part, le commissaire – enquêteur et le géomètre d'autre part.

1) Contributions ne portant pas sur l'objet de l'enquête

Il s'agit de contributions exprimant uniquement un désaccord sur l'utilité publique du contournement nord – ouest de Vichy et une opposition à sa réalisation, sans aucune référence à la procédure d'aménagement foncier.

- **Sany SALZMANN et KURNIA Guesh**, par déposition le 20 avril 2023 sur le registre de la commune de Charmeil

- **Mme Eliane BESSON :**

- par déposition sur le registre d'enquête de la commune de Charmeil le 20 avril 2023 ;

- par production d'un document annexé ce même 20 avril 2023 à ce même registre, intitulé « *synthèse juridique adressée à Madame et Messieurs les commissaires – enquêteurs par l'association de défense des riverains , par Michel et Christiane BARDET, Caroline BOURDET, Pierre CAZAL, Denis COMBRISON, André DESCLOUX, Pierre et Christiane FAGEGALTIER, Pierrette et Louis JAMES ,Bruno et Dominique MARCHE, Marie – Thérèse et Gérard MICHEL, Sani et Roland SALZMAN* »

Note du commissaire – enquêteur :

Il est manifeste que ce document, tant par les destinataires qu'il mentionne que par son contenu et par sa date de rédaction, le 5 janvier 2023, était initialement destiné à être produit lors de l'enquête publique relative à l'utilité publique du projet.

- **M. Alain DUMONT, maire de Saint – Rémy – en Rollat**, par déposition écrite sur le registre d'enquête de cette commune le 27 avril 2024

Note du commissaire – enquêteur :

Malgré tout le respect dû à la fonction du premier magistrat de la commune qui s'exprimait en tant que tel, sa contribution ne peut être retenue car portant sur un sujet (aménagement d'un rond – point et demande de concertation sur celui – ci) qui n'entre pas dans le champ de l'enquête d'aménagement foncier.

- **M. BRUNO Sylvain**, par déposition écrite sur le registre d'enquête de la commune de Saint – Rémy en ROLLAT

- **Mme Pierrette JAMES**, par déposition écrite sur le registre de la commune de Saint – Rémy – en – Rollat le 9 mai 2023

- **M. CHEVRIER François, domicilié à Vendat**, par déposition écrite le 27 avril sur le registre de la commune de Vendat

- **Mme PARISOT épouse CHASSERET Pascale**, domiciliée à Charmeil, le 27 avril 2023 sur le registre de la commune de VENDAT

- **Mme CHAPELIER Marie, domiciliée à Vendat**, sur papier libre remis au commissaire – enquêteur à sa permanence du 27 avril 2023 à la mairie de Vendat

- **Mme JOLY Laure et M. DURANTON Gérard**, par déposition sur le registre de la commune de Saint – Rémy en ROLLAT le 9 mai 2023

- **M. Philippe ECHELLE et Mme Patricia DESLOGES**, par déposition sur le registre de la commune de VENDAT, le 9 mai 2023

| |
|--|
| <p>2) Contributions contestant l'opportunité et / ou la régularité de l'enquête d'aménagement foncier</p> |
|--|

- **M. MICHEL Gérard, domicilié à Saint – Rémy – en – Rollat**, par déposition le 27 avril 2023 sur le registre de la commune de Vendat

- **M. André DESCLOUX, domicilié à VENDAT**, par déposition écrite le 20 avril 2023 sur le registre de la commune de CHARMEIL, et par production le 24 mai 2023 d'un document annexé au registre d'enquête de la commune de CHARMEIL.

- **M. BARDET Michel**, par déposition écrite sur le registre de la commune de VENDAT, le 27 avril 2023

MM. MICHEL, DESCLOUX, et BARDET s'appuient sur les avis défavorables émis à l'issue de l'enquête relative à l'utilité publique du projet, pour conclure à l'absence de cette utilité publique, et donc d'opportunité de l'enquête d'aménagement foncier.

- **Mme Eliane BESSON**, par dépositions le 20 avril 2023 sur le registre de la commune de Charmeil, et le 9 mai sur le registre de la commune de VENDAT

Pour Mme BESSON, l'enquête est « incongrue » du fait que, aux termes du Code de l'Expropriation, les expropriations sont motivées par l'utilité publique. Or celle – ci n'est pour l'heure pas établie.

Elle souhaite connaître les dépenses engagées pour la tenue de l'enquête.

Les autres points de sa déposition portent d'une part sur un prétendu défaut d'affichage de l'avis d'enquête, auquel il est répondu par ailleurs, d'autre part expriment son opposition au projet.

- **Mme DESCHOMET Isabelle**, par production le 24 mai 2023 d'un document écrit annexé au registre d'enquête de la commune de Charmeil

Mme DESCHOMET invoque l'article L 545 du Code Civil, relatif à l'expropriation pour cause d'utilité publique, ainsi que l'article L 11 – 1 du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique pour contester la validité de l'enquête d'aménagement foncier, car aucune déclaration d'utilité publique du projet n'a encore été prononcée.

Appréciation du commissaire – enquêteur sur l'ensemble de ces contributions

S'il est tout à fait légitime de s'interroger sur l'opportunité de mener l'enquête relative au périmètre d'aménagement foncier avant toute décision de Mme la Préfète de l'Allier sur l'utilité publique du projet de contournement nord – ouest de Vichy, aucun texte législatif ou réglementaire n'interdit pour autant la tenue d'une telle enquête, dans l'hypothèse où cette utilité publique soit effectivement déclarée.

Alors que tout aménagement foncier donne lieu à une procédure longue et complexe jalonnée de plusieurs étapes, tout gain de temps dans l'accomplissement de cette procédure est appréciable, dans l'intérêt même des propriétaires et exploitants des parcelles incluses dans le périmètre.

La motivation d'une irrégularité de l'enquête par les dispositions du Code de l'Expropriation ne peut en toute état de cause être retenue : aucune expropriation n'est en effet prévue, la commission intercommunale ayant justement écarté ce mode de compensation de l'impact foncier du projet, au profit d'un aménagement foncier.

- **Mme Eliane BESSON, M. Pierre CAZAL, Mme Pierrette JAMES, famille MICHEL, M. André DESCLOUX, M. et Mme BARDET**, par remise le 24 mai 2023 d'un document intitulé « synthèse remise au commissaire – enquêteur le 24 mai 2023 annexé au registre de la commune de CHARMEIL »

Je détaille ci – dessous plusieurs des observations formulées par ce document.

1) L'avis d'enquête n'était affiché que dans la rubrique « CCAS » du tableau électronique de la mairie de Vendat, et non accessible de l'extérieur.

Appréciation du commissaire – enquêteur

Cette affirmation est fausse. L'avis d'enquête était bien affiché en format A 2 sur le panneau dédié à cette fonction, situé à l'extérieur, à quelques mètres de l'entrée de la mairie.

2) Le commissaire – enquêteur, ainsi que M. ROBIN, géomètre, auraient prétendu que l'enquête d'aménagement foncier « n'avait aucun rapport avec le C. N. O. »

Appréciation du commissaire - enquêteur

Il s'agit là d'une déformation délibérée de nos propos : M. ROBIN et moi – même n'avons eu de cesse, comme déjà mentionné ci – dessus, de répéter lors de chacune de nos permanences aux auteurs de cette observation, que l'enquête sur le périmètre d'aménagement foncier n'avait effectivement pas pour but de recueillir des observations relatives à l'utilité publique du projet, qu'elles soient ou non favorables, et que de telles observations n'entraient donc pas dans l'objet de l'enquête.

Nous n'avons par contre jamais prétendu qu'elle était étrangère au projet.

3) La commission intercommunale tenue le 12 janvier 2023 n'incluait pas la commune d'Espinasse – Vozelle, alors qu'elle est concernée par l'enquête.

Appréciation du commissaire - enquêteur

La commission a bien retenu la possibilité d'une extension du périmètre sur Espinasse – Vozelle (cf § III – 3 du présent rapport)

4) La parcelle BH [sans mention de n°, NDLR], sur la commune de Bellerive, n'est pas incluse dans le projet de périmètre.

Appréciation du commissaire – enquêteur

La commune de Bellerive ne figure pas dans le projet de périmètre d'aménagement foncier.

5) L'aménagement foncier a désormais une dimension environnementale.

Or la commission d'enquête publique et l'autorité environnementale ont donné des avis défavorables sur le projet de contournement nord – ouest de Vichy, du fait d'atteintes portées à l'environnement.

Appréciation du commissaire - enquêteur

L'enquête d'aménagement foncier ne porte aucunement sur la dimension environnementale du projet de contournement, mais sur les seuls impacts environnementaux de l'aménagement foncier lui – même, et sur les exigences qu'il doit respecter en la matière.

Ces exigences sont clairement formulées par la commission intercommunale, sous forme d'interdictions de destructions de certains végétaux, et d'une liste de travaux soumis à autorisation préalable, toutes dispositions devant être formalisées par un arrêté de M. le Président du Conseil Départemental de l'Allier, et acquérant par là – même force réglementaire (cf § III – 4 du présent rapport).

6) Les propriétaires *de [souligné par nous, NDLR]* parcelles forestières n'ont pas été avisés par courrier recommandé de l'enquête d'aménagement foncier.

Appréciation du commissaire – enquêteur

Cette affirmation est dénuée de preuves, faute de toute mention d'identité des éventuels propriétaires qui n'auraient, à tort, pas fait l'objet de cette information personnelle.

Certaines parcelles forestières ne figurent pas dans le périmètre. Il est donc logique que leurs propriétaires n'aient pas été avisés personnellement de l'enquête.

7) L'article L 545 du Code Civil, relatif à l'expropriation pour cause d'utilité publique, ainsi que l'article L 11 – 1 du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique mentionnent qu'une expropriation ne peut intervenir que si l'utilité publique du projet y donnant lieu a été effectivement déclarée, ce qui n'est toujours pas le cas. Dès lors, aucune utilité publique n'existe pour des acquisitions foncières.

L'expropriation des parcelles AR 29 et 30 sur Vendat n'est pas justifiée.

Appréciation du commissaire – enquêteur

La motivation d'une irrégularité de l'enquête par les dispositions du Code de l'Expropriation ne peut être retenue : aucune expropriation n'est en effet prévue, la commission intercommunale ayant écarté ce mode de compensation de l'impact foncier du projet, au profit d'un aménagement foncier.

3) Contributions écrites portant sur l'objet de l'enquête

- Lettre de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement, et du Logement (DREAL) Auvergne – Rhône Alpes au commissaire - enquêteur en date du 12 mai 2023

Par cette lettre, la DREAL indique que la SAFER est en voie d'acquisition sur la commune de Saint – Rémy en Rollat, des parcelles cadastrées ZP n° 38, 39, et 42.

Afin de les mobiliser dans le cadre de l'aménagement foncier, il serait opportun d'étendre le périmètre, sur la commune de Saint – Rémy – en – Rollat, aux parcelles ZN 53, et ZP 38 à 46.

Pour la DREAL, l'aménagement sur place de la R. D. 67 pourrait nécessiter quelques acquisitions foncières à la marge, notamment pour requalifier les bassins d'assainissement routier.

- Lettre recommandée de M. FONCEL Claude au commissaire – enquêteur en date du 10 mai 2023

M. FONCEL mentionne la destruction d'une parcelle de pré en diagonale à La Petite Forêt.

Il en demande la compensation par cession d'un autre terrain sur une autre commune, ou par l'achat de la parcelle.

- Mme COLLOMBAT Hélène, par déposition sur le registre de la commune de CHARMEIL le 20 avril 2023

Parcelles intéressées : AO 14, AO 45, et AO 48, sur la commune de CHARMEIL

Il faut prévoir le rétablissement de la continuité d'un chemin impacté par le tracé de la nouvelle voie routière, afin d'éviter aux promeneurs de passer dans la forêt dont elle est propriétaire.

Les parcelles susvisées sont impactées par le tracé. Elle demande l'exclusion du périmètre des parcelles AO 14 et AO 45 du fait que ce sont des bois.

- Anonyme, par contribution sur le registre de la commune de CHARMEIL le 20 avril 2023

Ce contributeur affirme vouloir conserver sa parcelle 73 et faire figurer celle – ci dans le périmètre d'aménagement foncier, sans autre précision sur la commune et la section cadastrale de localisation de cette parcelle, sa contribution portant pour l'essentiel sur son hostilité au projet de contournement nord – ouest de Vichy

- Mmes MARTIN – JONARD Françoise et RAMILLON – JONARD Jacqueline, par contribution sur le registre de la commune de CHARMEIL le 19 mai 2023

Parcelles concernées : AO 40, lieu – dit Les Baisses, commune de Vendat

Elles demandent à être informées de ce qui est prévu pour leur parcelle.

Elles ignoraient que cette parcelle était exploitée et souhaitent en connaître les modalités, ainsi que les coordonnées de l'exploitant.

- Mme et M. Christiane et Michel BARDET, par déposition sur registre de la commune de CHARMEIL, le 24 mai 2023

Parcelles concernées : AR 29 et AR 30 sur la commune de VENDAT

Ces propriétaires s'opposent à l'intégration de ces parcelles dans le périmètre d'aménagement foncier. Ils motivent cette opposition par le fait que les conclusions de l'enquête relative à l'utilité publique du projet soient défavorables à celle – ci.

- Mme JAMES Pierrette, par déposition sur le registre de la commune de CHARMEIL le 24 mai 2023

Elle considère que sa parcelle ZS 41 est incluse illégalement dans le périmètre, alors même qu'elle n'est pas incluse dans l'emprise du contournement nord – ouest de Vichy.

- **M. DESCHOMET Paul pour le GAEC de Grobois, Espinasse – Vozelle**, par courrier annexé au registre de la commune de Charmeil, le 24 mai 2023

Il demande que sa parcelle ne soit pas impactée par le tracé, et que celui – ci passe en limite de ladite parcelle.

- **M. BONNEFOY Albert**, par déposition sur le registre de la commune de Saint – Rémy – en – Rollat le 27 avril 2023

Il demande l'exclusion des parcelles ZW 56 et ZW 57, du périmètre d'aménagement foncier.

- **M. THOMAS Georges**, par déposition sur le registre de la commune de Saint – Rémy – en – Rollat le 27 avril 2023

Il demande l'exclusion des parcelles ZW 82 et ZW 83, du périmètre d'aménagement foncier.

- **M. AMEIL Patrick**, par déposition sur le registre de la commune de Saint – Rémy – en – Rollat le 27 avril 2023

Il demande l'exclusion de la parcelles ZW 28, du périmètre d'aménagement foncier.

- **M. MICHEL Bruno**, par déposition sur le registre de la commune de Saint – Rémy – en – Rollat le 9 mai 2023

Parcelles concernées : AN 001 ; A0 006, AO 007, AO 044

Il affirme faire valoir son droit de préemption pour l'achat des parcelles sus – visées à M. FONCEL dont il est le fermier, et avec l'accord de celui – ci. Après quoi il souhaite une compensation de l'impact du projet sur ces parcelles, par l'attribution d'autres terrains.

- **M. MICHEL Gérard**, par déposition sur le registre de la commune de Saint – Rémy – en – Rollat le 9 mai 2023

Dans le cadre d'une opposition de principe au projet routier, il affirme son opposition à la partition de la parcelle 24 [*sans autre précision de référence cadastrale et localisation, NDLR*], et s'oppose à toute compensation par ailleurs.

- **Mmes AFFIDI Marianne et AFFIDI Emmanuelle**, pour les parcelles BK 40 et BK 42 ; **Mme AFFIDI Marie – Hélène née Christiani**, pour les parcelles BK 36, 37, 38 ; 39, 40, 41, 43, par déposition sur le registre de la commune de Vendat, le 27 avril 2023

Elles demandent à ne pas être concernées par le périmètre d'aménagement foncier.

- **M. BIGUAR Philippe, domicilié à CHARMEIL**, sur le registre de la commune de Vendat, le 9 mai 2023

Parcelles concernées : AI 1, 2, et 5. Il demande l'exclusion des parcelles AI 2 et 5 du périmètre.

- **M. TRICHARD Régis**, domicilié à Maurecourt (Yvelines), par déposition sur le registre de la commune de Vendat, le 9 mai 2023. Il demande le rachat de la totalité de sa propriété, cadastrée AR 4.

4) Contributions portant sur l'objet de l'enquête, formulées verbalement.

- Permanence du 20 avril à CHARMEIL

M. GENESTE Pierre signale qu'il es propriétaire du lot 1 à l'Est de la parcelle AK 4, d'une superficie de 1 ha 06 a 69 ca.

- Permanence du 27 avril à VENDAT

Mme SOLER, compte de propriétaire 25300, se déclare vendeuse en petite parcelle.

M. PRADEL, compte 22 580 (indivision PRADEL), signale qu'il a un exploitant.

M. FONCEL, compte 12120, souhaite l'achat de la totalité de la parcelle impactée par le projet [*position confirmée par lettre recommandée au commissaire – enquêteur en date du 10 mai 2023, susmentionnée au § V – 3*]

- Permanence du 27 avril à SAINT – REMY – EN – ROLLAT

Mme MARTIN, compte 24800, représentée par M. PERONNET, demande l'achat de deux parcelles.

Mme BESSON, compte 5160, se déclare vendeuse en petite parcelle.

M. GAUTHIER, pour le compte de l'indivision GAUTHIER, compte 26500, se déclare vendeur en petite parcelle.

M. BONNEFOY, compte 4960, demande l'exclusion d'une parcelle boisée du périmètre.

M. AMEIL, pour les indivision AMEIL (compte 2060), zr 26160 (indivision THOMAS), demande l'exclusion d'une parcelle du périmètre.

M. GODET, compte 13600, demande l'expropriation des parcelles impactées par le projet.

- Permanence du 9 mai à VENDAT

M. BIGNON, compte 4440, propriétaire de trois parcelles, dont deux incluses dans le périmètre, demande qu'elles en soient exclues, et l'expropriation de la totalité.

M. et Mme TRICHARD, compte 26420, demandent une réquisition d'emprise totale.

M. DESCHOMET, compte 9420, demande l'exclusion du périmètre, ou l'expropriation, de la totalité des biens concernés par le projet.

M. CLUZEL, compte 7740, demande l'exclusion d'une parcelle boisée du périmètre.

Mme PILOT, compte 22220, signale qu'elle est la nouvelle propriétaire de la parcelle ZB 10 depuis quelques jours.

M. FONCEL, compte 12120, signale que les parcelles dont il est propriétaire seront achetées par M. Bruno MICHEL, si le projet routier se réalise.

Note du commissaire – enquêteur : cette affirmation corrobore la déposition, sus – mentionnée, faite en ce sens le 9 mai par M. Bruno MICHEL sur le registre de la commune de SAINET – REMY – EN – ROLLAT.

- Permanence du 24 mai à CHARMEIL

M. DUBESSAY, pour l'indivision DUBESSAY, compte 10360, s'interroge sur l'accessibilité de la parcelle AI 6 boisée et exploitée, après réalisation du projet routier.

Note du commissaire – enquêteur

Certaines de ces contributions ont été confirmées par dépositions sur registres (MM. FONCEL, BONNEFOY, AMEIL) ou lettres annexées à un registre (M. DESCHOMET) sous des formulations différentes.

VI – APPRECIATION GENERALE SUR LE DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE

1) Conditions matérielles

Les superficies et configurations des locaux mis à disposition par les trois mairies de CHARMEIL, SAINT – DIDIER – EN – ROLLAT, et VENDAT, ont permis la consultation des documents constituant le dossier d'enquête et la réception du public dans de bonnes conditions.

2) Publicité de l'enquête

Celle – ci a intégralement respecté les conditions prévues : fréquence et dates de publication de l'avis d'enquête dans la presse locale, affichage dans les mairies et en plusieurs points du territoire constitutif du périmètre d'aménagement foncier projeté, lettre du Président du Conseil Départemental à chaque propriétaire concerné.

3) Climat de déroulement de l'enquête

Comme il est mentionné au § 4 du présent rapport, la présence à toutes les permanences d'un petit groupe de personnes opposées au projet de contournement nord – ouest de Vichy, a dû parfois conduire le commissaire – enquêteur à rappeler :

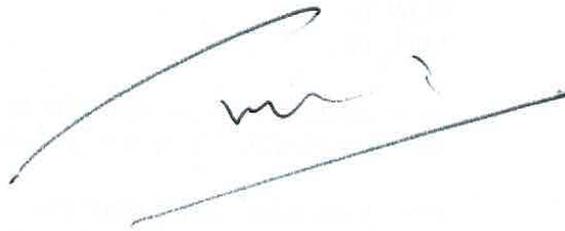
- que l'objet de l'enquête se limitait strictement au périmètre d'aménagement foncier.
- que dès lors sa mission et celle du géomètre – expert coopérant avec lui, se limitaient strictement au recueil d'observations du public ayant trait à cet objet, à l'exclusion de toute implication dans un débat sur l'utilité publique du projet.

Pour autant, la présence de ce petit groupe d'opposants, aussi insistante qu'elle ait pu être parfois, n'a occasionné aucune entrave à l'expression des personnes dont la venue était bien motivée par l'objet de l'enquête.

Pour l'accueil et la prise en compte des observations et demandes de ces personnes, je tiens à souligner la précieuse collaboration de M. ROBIN, géomètre – expert, de par sa compétence et sa rigueur professionnelles, et sa parfaite connaissance du terrain local.

Rapport d'enquête établi à Montluçon, le 21 juin 2023

Le Commissaire – Enquêteur,

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, sweeping initial 'G' followed by a series of smaller, connected loops and a final horizontal stroke.

Guy DOUSSOT